

Où est le pouvoir ? Et quand on l'a trouvé, que peut-on en faire ?

Bruno Latour,
Le Mans Philo Le Monde 2016

Je vais essayer de répondre à la question « où est le pouvoir ? ». Comme toujours quand on est philosophe, on a tendance à modifier quelque peu le sujet. Il ne suffit pas de le trouver, ce pouvoir, encore faut-il apprendre à en faire quelque chose. C'est pourquoi je vais poser trois questions : comment enquêter pour trouver le pouvoir ? Comment se méfier du pouvoir dans tous les sens du terme « se méfier » ? Enfin, comment l'exercer une fois qu'on l'a trouvé ?

Permettez-moi de poser d'abord une première règle de déontologie de la recherche. Comment se donner les moyens de prouver la présence légitime ou illégitime du pouvoir pour éviter le simple soupçon ? Chose étrange, la critique, qui jadis était difficile, est devenue de jours un réflexe presque automatique : dès qu'une autorité quelconque énonce une certitude, immédiatement l'opinion publique, les réseaux sociaux, le bon sens, en concluent que c'est forcément faux — ou du moins qu'il y a derrière quelque manipulation. Nous nous trouvons là devant un problème d'enquête : comme dans la BD de Lucky Luke, la critique obéit dorénavant à la règle « on tire d'abord, on discute ensuite ». Pour pouvoir enquêter, il faut donc apprendre à ralentir en suspendant l'accusation de manipulation.

Deuxième règle : si on parle de pouvoir, si on le trace, le désigne, le montre, cela ne suffit pas. La dénonciation, comme l'a bien montré Luc Boltanski serait, dans ce cas, vide de sens. La règle est donc la suivante : si l'on a révélé une source légitime de pouvoir, il faut donner aussi les moyens de l'exercer à ceux à qui on s'adresse ; si la source de pouvoir est illégitime, il faut alors s'efforcer de donner le moyen de contre-attaquer, de s'établir comme contre-pouvoir. En somme, il ne faut dénoncer le pouvoir que si cette dénonciation donne du pouvoir à ceux à qui on s'adresse. Il est inutile de le dénoncer si c'est pour offrir une leçon d'impuissance.

Qu'il faille dans tous les cas se méfier du pouvoir, qu'on tente d'en découvrir les sources comme d'en réprimer les effets, je voudrais le montrer en cinq étapes.

Sans le pouvoir, les choses iraient droit

La première étape va nous permettre d'apprendre à repérer l'exercice du pouvoir au fur et à mesure qu'il devient plus difficile à détecter. Commençons par un cas simple. Si vous lisez dans *Le Monde* un titre comme celui-ci « Le laboratoire Servier soupçonné d'avoir influencé un rapport du Sénat », vous n'aurez guère de peine à repérer qu'il se passe quelque chose d'anormal. Le journaliste vous a mâché le travail. Il est en effet anormal qu'un professeur de médecine ait apparemment modifié un rapport du Sénat enquêtant sur la douloureuse affaire du Médiateur, ce médicament du laboratoire Servier qui fait aujourd'hui l'objet d'une série de procès retentissants. Nous nous trouvons là clairement devant une enquête interrompue ou modifiée par une intervention indue. Aucun problème : vous aurez raison de soupçonner qu'il s'agit là d'un exercice illégitime du pouvoir.

Le cas suivant est un peu plus compliqué : « La contestation contre les antennes-relais s'étend, à la ville comme à la campagne ». Cette fois-ci l'article ne vous a pas mâché le travail. S'agit-il de compagnies de téléphone qui imposent sans discussion ou sans assez de discussion la prolifération de ces antennes ; est-ce l'Etat qui est assez peu regardant sur la question de l'implantation ; est-ce que ceux qui se croient atteints de maladies imaginaires sont excessifs dans leurs demandes ou, au contraire, est-ce qu'il est injuste de ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une vraie maladie qui devrait donner droit à compensation ? On se trouve là en pleine controverse. Il y a une incertitude sur le scandale qui doit être dénoncé. Vous comprenez bien que dans ce cas là, la dénonciation automatique ne mènerait nulle part. On doit continuer à enquêter soigneusement afin de désigner qui exerce le pouvoir illégitime et qui se bat pour s'y opposer.

Troisième exemple, encore plus incertain. Vous lisez dans *Le Monde* un article avec ce titre : « La politique de resserrement budgétaire repose sur un diagnostic erroné ». L'article affirme que tous les Etats d'Europe souffrent en ce moment de cette idée que beaucoup d'économistes trouvent absurdes selon laquelle il faut faire des réductions budgétaires au lieu d'investir massivement à un moment où l'argent coûte peu. C'est l'argument que Paul Krugman, prix Nobel d'économie, répète presque chaque jour au monde entier, dans le *New York Times*, sans être entendu. Voilà donc un cas où il semble que le pouvoir soit exercé par des experts, à travers des réseaux opaques, puisqu'ils influencent ce qu'on appelle les « sphères du pouvoir », cette fois-ci au sens au sens classique du mot : la classe politique. Les idées économiques, dit l'article, exercent donc une influence indue sur la vie publique et nous obligent à nous serrer la ceinture au nom d'une doctrine économique dont l'origine semble mal assurée. Qui a le pouvoir dans ce cas ? Est-ce la doctrine économique ? Les économistes ? Ceux qui écoutent trop les économistes ? On voit que la détection du pouvoir commence à devenir plus difficile à repérer.

Dans ces trois exemples, le principe d'analyse est le même : il existe une voie droite qui a été détournée. On devrait avoir un rapport du Sénat honnête. On ne l'a pas. On devrait avoir un avis clair sur le danger des antennes relais. On ne l'a pas. On devrait avoir une politique économique crédible. On ne l'a pas. Le pouvoir est donc dans ces trois cas repéré par le *décalage* entre le chemin rectiligne et le détournement, la dérive, qui a été opéré. C'est cette distance qui justifie la dénonciation. Mais vous l'aurez compris, cela suppose évidemment qu'il y ait une voie droite, un état normal, direct, disons rationnel, que le pouvoir est venu déformer. Dans cette vision des choses le pouvoir est toujours irrationnel. Il ne devrait pas s'exercer. Le dénonciateur, au fond, rêve d'un monde délivré du pouvoir.

À la recherche du pouvoir invisible

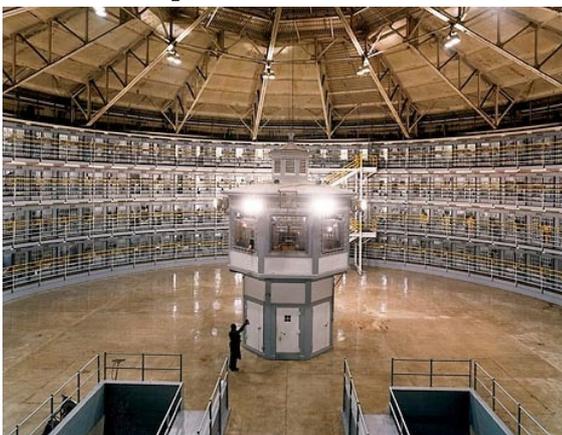


Figure 1

La deuxième étape est moins facile : d'où vient, en effet, le chemin rectiligne ? Parle-t-on encore de pouvoir dans ce cas là ? Si oui, comment procéder à l'enquête ? Pour aller droit aussi, il faut bien qu'un pouvoir s'exerce. Mais il est alors en quelque sorte latent et n'a plus le même sens que dans la section précédente. C'est là le thème bien connu de la « naturalisation » des conduites. On ne voit plus le pouvoir, mais il a été exercé autrefois, simplement on en a perdu sa trace. C'est évidemment à Michel Foucault qu'il convient de recourir ici.

Voilà par exemple une architecture de prison, une architecture tout à fait particulière puisque, depuis la cabine du milieu, le surveillant peut regarder directement à l'intérieur de toutes les cellules qui l'entourent. Vous n'auriez peut-être pas l'idée de considérer ce dispositif comme la preuve d'un exercice illégitime du pouvoir. Cela vous paraîtra au contraire comme une forme normale d'organisation de la prison. Et vous aurez raison. Avant les travaux des historiens, c'était en effet un exercice légitime : les architectes ont été payés normalement, l'Etat est régulièrement intervenu. Et pourtant, comme le montre très bien Michel Foucault dans un livre célèbre, *Surveiller et punir*, c'est toute une façon pour l'Etat, pour le gouvernement, d'exercer sur les prisonniers un pouvoir total. Depuis le XIX^{ème} siècle – je ne reprends pas tout l'argument de Foucault – l'architecture pénale est devenue la façon normale dont un pouvoir, extrêmement violent, s'exerce calmement, lentement, d'une façon complètement quotidienne. Ce que Foucault appelle la gouvernementalité, c'est une forme de pouvoir que l'on ne peut plus dénoncer, parce qu'il définit la norme, la raison, le savoir, bref la voie droite. Le pouvoir a été naturalisé, il s'exerce aussi indiscutablement que les lois de la nature. Et pour cette raison indénonçable.



Figure 2

Le deuxième exemple va vous surprendre peut-être davantage : c'est le mètre. J'ai photographié, devant le Sénat, à Paris, l'un des deux exemples du mètre-étalon encore visible *in situ*. A cet endroit symbolique, devant le Sénat chargé des lois, avant que les mètres soient diffusés partout, les parisiens d'autrefois pouvaient aller vérifier que leur mètre était bien le bon mètre. D'où le nom de mètre-étalon. Rien de plus objectif que le mètre. Personne d'entre vous n'aurait l'idée qu'il exerce le pouvoir en prenant des mesures en centimètre et non pas en pouce, comme les Anglais. Et pourtant le système

métrique a une longue histoire, il a fallu quatre-vingt ans pour l'imposer à de grandes parties du monde au cours d'une intense bataille politico-mondiale dont on a évidemment oublié la trace. Le mètre est donc un beau cas de naturalisation. Mais il faut se donner un peu de mal pour se souvenir des polémiques soulevées à l'origine par cette prise du pouvoir révolutionnaire sur les habitudes de tous les artisans et marchands du monde. On a donc là un cas très intéressant puisqu'on ne voit plus du tout l'origine du pouvoir. Pour se rendre capable de détecter le pouvoir dans de tels cas, il faut recourir à ce que Foucault appelait l'archéologie, c'est-à-dire, une descente, grâce aux archives, dans l'histoire controversée, violente, de la mise en place des habitudes les plus insoupçonnables.

Le pouvoir permet aussi bien qu'il interdit

Mais alors direz-vous, si mesurer avec un mètre ou construire une prison, c'est exercer le pouvoir, alors le pouvoir est partout. Je suis assez d'accord, c'est pourquoi il faut probablement étendre la notion de pouvoir — ou alors apprendre à s'en passer. En effet, et ce sera la troisième étape de notre brève excursion, le verbe pouvoir, vous le savez bien, n'est en rien synonyme d'interdire. Pouvoir, c'est aussi *permettre*.

Prenons l'exemple apparemment très simple de la télécommande. C'est ce petit appareil qui vous autorise, qui vous donne le pouvoir, de rester assis dans votre divan en changeant les chaînes de votre téléviseur. Sans lui, les plus vieux d'entre vous se le rappelleront comme moi, vous seriez obligés de vous lever toutes les secondes pour zapper à votre aise. C'est grâce à la télécommande que vous pouvez devenir ce que les Américains appellent une « patate de divan » (*a couch potato*).



Figure 3

Vous avez là un cas tout à fait intéressant pour poser la question « où est le pouvoir ? ». Parce que, après tout, ce petit jeune homme qui n'a plus à se lever de son fauteuil, est l'être le plus autonome, le plus libéré, le plus content du monde, c'est-à-dire qu'il a dans sa main gauche la télécommande, il a la télé devant lui, dans sa main droite les chips hypersalées et sur le tabouret, à portée de main, une boisson gazeuse hypersucrée. Rien ne l'empêche plus de prendre du poids autant qu'il en a envie... La question « où est le pouvoir ? » peut se poser ici tout à fait concrètement. Ce jeune homme est à la fois l'être le plus libéré de l'histoire, celui qui a le moins de contraintes, et, d'un autre côté, celui qui est le plus attaché, tenu, enchaîné à cet ensemble de biens donc chacun lui permet, l'autorise, lui permet de faire des choses. Vous voyez que, dans un tel cas, il est difficile de dénoncer un exercice illégitime du pouvoir (ses parents vont-ils jeter par la fenêtre la

télécommande pour le forcer à se bouger enfin ?), mais il est aussi difficile de repérer l'origine de toutes ces habitudes solidement mises en place (à qui les parents vont-ils faire un procès ? A Coca Cola ou à la chaîne de télévision à moins que ce ne soit au fabricant de chips ?)

Si l'analyse s'affine, la notion de pouvoir se dilue tout à fait, ou devient simplement synonyme de *description concrète d'une situation*. Regardez ce très joli exemple : un camion renversé à New York parce que le chauffeur n'a pas vu que le gabarit du passage était inférieur à la hauteur de son véhicule. Est-ce un exercice de pouvoir ? Evidemment non. Le chauffeur a suivi son GPS et la base de données n'a pas encore intégré la hauteur des ponts dans les itinéraires préprogrammés. Sans penser à rien le chauffeur s'est lancé dans un piège. Or, il se trouve que la hauteur des ponts de New York a fait l'objet, au siècle dernier, d'une féroce dispute : Robert Moses, le Haussmann américain, avait délibérément limité la taille des ponts pour les avenues utilisées par les voitures afin qu'elles ne puissent être parcouru par les camions qui devaient circuler sur des voies plus larges réservées aux services logistiques (on l'a même accusé de l'avoir fait pour des raisons raciales).¹ Il n'y a aucun doute que la masse d'acier du pont trop bas exerce un pouvoir d'une extrême violence sur le malheureux camion. Mais il n'y a pas de doute non plus que Robert Moses, à un siècle de distance, exerce aussi un pouvoir sur l'ensemble de la situation : modifier la taille de tous les ponts de New York pour que voitures et camions y circulent à égalité reviendrait à dépenser des sommes astronomiques. En coulant dans une réglementation, puis dans du béton et de l'acier, une certaine définition de la mobilité urbaine, Moses a rendu irréversible ses décisions et a fait en sorte que ses tables de la loi seront toujours obéies —et que ceux qui les enfreignent, comme ce routier distrait, seront sévèrement punis.



Figure 4

Apprendre à se passer de la notion de pouvoir

L'exemple de la télécommande comme celui des ponts de New York m'amènent à la quatrième étape : en opposant la notion de pouvoir à autre chose, l'exercice normal et rectiligne de la raison, on se prive finalement de la capacité à détecter les sources de ce qui façonne notre environnement. Si je me suis toujours méfié de la notion de pouvoir, c'est que j'ai passé bien des années à l'étendre là où personne ne le voyait : dans les sciences et dans les techniques. J'ai souvent comparé la recherche des sources du pouvoir à celle des

¹ Joerges, Bernward. "Do Politics Have Artifacts." *Social Studies of Science* 29 (3) (1999): 411-31. Garutti, Francesco. *Can design be devious?* 2015. Film.

physiciens pour repérer « la masse manquante » de l'univers.² Pour les collectifs humains, cette masse manquante se trouve évidemment dans les laboratoires, au sens le plus large du terme.

Regardez ce beau portrait de Louis Pasteur en train de nous présenter ses ballons à col de cygne. C'est une expérience célèbre que j'ai beaucoup étudiée.³ Cette invention de Pasteur lui permet, pour la première fois, de conserver à l'abri de toute contamination des liquides pourtant très putrescibles une fois qu'il les a chauffés. Il peut donc les laisser intacts pendant des années. Mais l'orifice de ses ballons reste ouvert et donc accessible à l'air ambiant. Il suffit donc d'agiter les ballons pour que le liquide entre en contact avec les microbes transportés par l'air et qui sont restés bloqués dans la courbe du col, pour que, quelques jours plus tard, les ballons soient rendus entièrement opaques par la prolifération des microorganismes. Où est le pouvoir ? Mais partout ! Voilà Pasteur qui invente une série de gestes qui permettent de maintenir stérile des milieux — ce sera bientôt ce qu'on appellera l'asepsie — ou, à volonté, de rendre ces milieux parfaits pour la culture des nombreux microbes contenus dans l'air — ce qui deviendra l'ensemencement des milieux de culture.

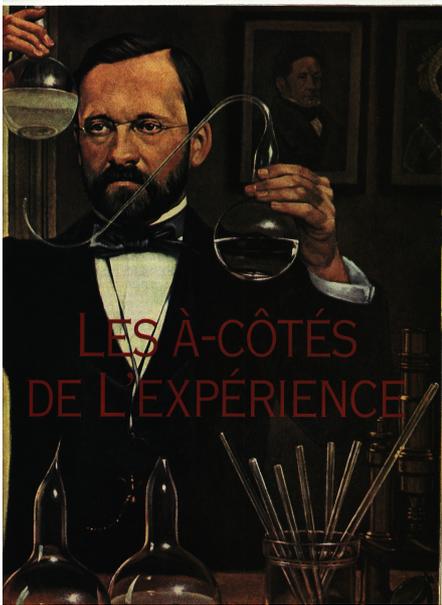


Figure 5

S'il y a un cas où tous les rapports que nous entretenons entre nous ont été modifiés par des pratiques inventées au laboratoire, c'est bien ce cas là. L'industrie, l'hygiène et la médecine ont été totalement bouleversées par l'introduction progressive d'innovations telles que celles-ci. Vous n'avez pas à regarder très loin pour que cette leçon s'imprime dans vos esprits. Pensez tout simplement à l'épidémie d'Ebola l'an dernier, ou, cette année, aux terribles effets du virus Zika.

Plus généralement, si vous regardez autour de vous, vous vous apercevrez que chaque fois que les rapports de force ont été modifiés, c'est qu'on y a inséré des sciences, des techniques ou des idées nouvelles. À chaque fois, nous dépendons de savoir spécialisés qui dépendent à leur tour d'une infrastructure coûteuse et complexe et d'institutions solides. Or, vous voyez bien que dans ces cas-là, il serait absurde d'aller distinguer ce qui appartient à un pouvoir illégitime qu'il faudrait dénoncer, et ce qui ressort du pouvoir de maîtrise sur les conditions d'existence. Il va falloir apprendre à faire

² Latour, Bruno. *Cogitamus. Six lettres sur les humanités scientifiques*. Paris: La Découverte, 2010.

³ Latour, Bruno. *Pasteur: guerre et paix des microbes*. Paris: La Découverte, 2001.

confiance à des savoirs spécialisés, souvent extraordinairement complexes, qui ponctuent, par de longues séries de ce que j'ai appelé des « boîtes noires », les cours d'action les plus ordinaires.

Si je me méfie de la notion de pouvoir à dénoncer, c'est qu'elle ne permet justement pas de peser à sa juste valeur la production de ses savoirs. C'est pourquoi on préfère recourir le plus souvent à la *théorie du complot*. Celle-ci se caractérise par une répartition étrange entre ce qu'on accepte sans critique aucune — généralement l'exercice indu d'un pouvoir illégitime et caché qui manipule en douce la société sans qu'on puisse jamais le prouver vraiment — et ce que l'on va critiquer méticuleusement en exigeant un niveau de preuve tellement élevé qu'aucune source d'information, presse, revues spécialisées, rapports d'expert, ne pourront jamais les atteindre.⁴ Cette étrange pathologie a pour origine la notion même de pouvoir qui dissimule aussi bien la rareté des preuves que leur robustesse. On transporte une demande d'absolu dans ce qui est forcément relatif. Du fait de cette répartition, les « complotistes » avalent d'énormes couleuvres tout en filtrant d'imperceptibles mouchérons. Et la situation est d'autant plus compliquée, comme le montre Luc Boltanski dans un livre astucieux, que des complots, il y en a aussi !⁵ Si bien que les complotistes parviennent à ce résultat étrange de faire douter de toutes les preuves officielles (ce qui renforce cet exercice réflexe de la critique par lequel j'ai commencé) sans parvenir pour autant à détecter les complots véritables...

Au bilan, le soupçon peut s'étendre plus vite que les preuves, auquel cas on devient paranoïaque — les théories du complot ne sont pas loin ; mais, inversement, l'absence de preuve peut assoupir la méfiance : on se met à croire qu'il n'y a rien d'anormal — « c'est la nécessité, les choses sont comme ça » ; alors la complaisance commence, et avec elle l'inertie. Dans le premier cas on se méfie trop, dans le second pas assez. Le résultat est une corruption définitive de l'espace public.

Un excès de pouvoir dont on ne sait que faire



Figure 6

J'ai bien conscience d'avoir jusqu'ici tourné autour du pot. « Où est le pouvoir », la question de départ, visait évidemment la sphère *publique*, celle de la classe politique. Il ne s'agissait donc probablement pas de parler de télécommande, d'antennes relais, de ponts, de microbes et de théorie économique... Je voudrais donc dans cette dernière étape prendre un cas qui me tient à cœur, qui porte bien sur la sphère publique et qui témoigne,

⁴ Padis, Marc Olivier. "La passion du complot" " Esprit.419 (2015)

⁵ Boltanski, Luc. *Enigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*. Paris: Gallimard, 2012.

à nouveau, de l'impuissance des notions usuelles de pouvoir à interpréter les situations concrètes. L'exemple est celui de la conférence climat, dite COP 21, qui s'est conclue le 12 décembre dernier dans l'enthousiasme. Or, dès le 13 décembre au matin plus personne ne parlait de « cet événement mondial » ! Voilà un cas vraiment extraordinaire d'un pouvoir, ou mieux d'une *puissance d'agir*, complètement originale, dont on ne sait que faire.

Pour prendre la mesure de cette situation, il faudrait parler, en jouant sur les mots, d'un énorme *excès de pouvoir*. Jugez en vous mêmes : le terme qui est utilisé par les géologues pour décrire cette puissance nouvelle est celui d'*Anthropocène* que je préfère appeler le Nouveau Régime Climatique.⁶ Les géologues donnent à l'humanité (c'est le sens du terme « *Anthropos* »), prise en bloc une capacité, un pouvoir de modifier la situation de la planète plus rapidement, plus durablement et plus irréversiblement qu'à aucune autre époque de son histoire. On a donc bien là un excès de pouvoir donné à des humains, c'est-à-dire chacun d'entre vous, moi, chacun des gens qui sont ici, sans évidemment qu'on sache comment nous sommes capables de nous assembler politiquement pour prendre en charge une telle capacité de nuisance et d'action, une telle responsabilité.⁷

Dans ce cas, ce qui nous est donné, c'est un pouvoir que nous ne sommes pas du tout prêts à prendre, celui de devenir collectivement une force géologique. Or, je suis sûr que ce n'est vraiment pas du tout ce qui vous intéresse, que c'est précisément ce que vous auriez voulu éviter. Qui donc souhaiterait devenir une force capable d'influencer le climat ? C'est d'ailleurs pourquoi tant de gens préfèrent ignorer ou même dénier de telles découvertes scientifiques. Le climat, c'est « *Amédée ou comment s'en débarrasser* » de Ionesco.

Voilà donc un cas qui s'applique parfaitement à la définition que le grand philosophe politique, hélas trop peu lu en France, John Dewey appelle « le public et ses problèmes ».⁸ Dewey définit le public, non pas du tout comme ce dont s'occupe la classe politique, mais ce qu'il faut constituer chaque fois qu'un problème nouveau surgit : « Le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ses conséquences ». Par conséquent, le public doit être créé chaque fois que nous repérons des conséquences inattendues de nos actions. La mutation écologique que nous vivons est un tel problème. Sauf que, dans ce cas, nous avons bien le problème, mais pas le public qui devrait lui correspondre !

Le point fondamental de Dewey, c'est que les hommes ou les femmes politiques, ne sont pas ceux qui savent, mais simplement ceux à qui l'on a délégué la tâche d'explorer dans une certaine obscurité et à tâtons, avec les outils de l'enquête, les conséquences imprévues de nos actions. Comme par définition, ces conséquences sont imprévues, le public est toujours en train de se reformer et l'Etat toujours en retard d'un problème. Ceux de l'époque t-1, sont peut-être plus ou moins bien pris en charge, mais pas ceux de l'époque actuelle. C'est évidemment le cas du climat. Personne, il y a 20 ans, n'aurait imaginé que faire de la politique pour M. Hollande aurait consisté à conclure

⁶ Latour, Bruno. *Face à Gaïa. Huit conférences sur le Nouveau Régime Climatique*. Paris: La découverte, 2015.

⁷ Bonneuil, Christophe, and Jean-Baptiste Fressoz. *L'évènement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*. Paris: Le Seuil, 2013.

⁸ Dewey, John. *Le public et ses problèmes (Traduit de l'anglais et préfacé par Joelle Zask)*. Pau: Gallimard-Folio, 2010.

solennellement une opération diplomatique sur la question du climat en s'écriant, comme il l'a fait le 12 décembre 2015, « Vive la planète ! ».

Vous voyez bien que dans le cas de ce nouveau pouvoir géologique de modifier la planète, on ne sait pas trop comment l'exercer. Il y a quelque chose de trop écrasant, de sidérant dans un pouvoir planétaire donné à chacun de nous alors que nous ne comptons pour presque rien dans le bilan carbone de l'humanité en général. C'est là qu'il faut nous rappeler la règle que j'ai posé au départ, en ajoutant autre chose à l'enquête pour empêcher que la détection du pouvoir ne dégénère en désespoir. Une fois que vous avez repéré un pouvoir, ou que quelqu'un vous a aidé à le dénoncer, encore faut-il que l'on vous rende capable d'y pouvoir quelque chose. Il faut que vous puissiez contre-attaquer, résister, modifier, arranger, accommoder, acquiescer peut-être, en tous cas réagir (ce que désigne le terme anglais d'*empowerment*). Sans cela vous allez vous sentir pieds et poings liés. Et là ni l'enquête, ni le soupçon ne suffisent. C'est à la politique de prendre le relais.

Encore faut-il s'entendre sur ce que la politique peut faire : si c'est pour dénoncer sans dessiner un chemin qui permette de réagir, la politique devient une leçon de frustration et d'impuissance. Rien n'est plus décourageant que de clamer contre un scandale auquel on a le sentiment de ne rien pouvoir faire. D'acteur on devient spectateur d'abord indigné, puis passif, bientôt complice. A l'enquête sur ce qui est injuste doit donc s'adjoindre une recherche sur de nouveaux moyens de réagir.



Figure 7

C'est tout l'intérêt de cette dernière image que j'ai prise en septembre 2014 lors de la grande manifestation pour (ou plutôt contre !) le climat tenue dans les rues de Manhattan. Le fier slogan de la bannière dit : « Nous savons qui est responsable ». Ici nous ne sommes plus dans la simple dénonciation : par un important travail de preuves, les activistes sont parvenus à transformer l'écrasant fardeau « nous sommes tous responsables mais sans savoir comment réagir » en une tout autre forme politique : les émetteurs de CO₂ ne sont pas n'importe qui, mais une poignée d'acteurs industriels privés et publics dont les noms, les actions et les capitaux sont connus.⁹ Si le pouvoir s'exerce, un contre-pouvoir nouveau et original s'est constitué. Une réponse précise et

⁹ Heede, Richard. "Tracing anthropogenic carbon dioxide and methane emissions to fossil fuel and cement producers, 1854–2010." *Climate Accountability Institute* (2013) ; Chancel, Lucas, and Thomas Piketty. *Carbon and inequality: from Kyoto to Paris*, 2015.

évidemment révisable et modulable a été trouvé à la question initiale : « où est le pouvoir ? ».